

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 3 octobre 1967

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—DISCUSSION AVEC LES PROVINCES PRÉALABLE À L'ÉTABLISSEMENT DES PRIORITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Vu que les provinces s'inquiètent du coût de l'assurance frais médicaux, le ministre voudrait-il, avec les provinces, reviser les propositions relatives à cette assurance avant d'établir les priorités mentionnées dans son discours d'hier soir?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il me semble qu'une question de ce genre, se rattachant à la politique générale du gouvernement, devrait être adressée au premier ministre plutôt qu'au ministre des Finances. Je puis assurer au député que tous les programmes de dépenses font l'objet d'une étude très soignée. Je tiendrai compte de la suggestion que nous devrions consulter les provinces.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—L'INSTALLATION DE MINES NUCLÉAIRES À LA FRONTIÈRE DE LA TURQUIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question, soit au premier ministre, soit au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, tous deux absents. Un des secrétaires parlementaires aura peut-être l'obligeance de communiquer ma question à l'un ou à l'autre pour qu'il y donne réponse demain.

Eu égard à la réunion à Ankara, vendredi dernier, du groupe de planification nucléaire de l'OTAN, dont fait partie actuellement le Canada, réunion au cours de laquelle il a été question de la proposition de la Turquie tendant à poser des mines nucléaires sur la frontière orientale de ce pays avec l'URSS, le premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il nous indiquer quelle a été la position adoptée à cette réunion par notre représentant, le ministre de la Défense nationale? Voudrait-il aussi nous

donner l'assurance que le Canada s'opposera énergiquement à cette dangereuse proposition, qui va de toute évidence à l'encontre de l'esprit même de la politique de non-prolifération défendue par le Canada?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ferai part de cette question au premier ministre.

[Français]

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question à l'honorable secrétaire d'État, mais vu son absence, je vais la poser au premier ministre suppléant (M. Hellyer). Pourrait-il nous dire si l'organisme TEQ—Travailleurs-Étudiants du Québec—a reçu des subventions du gouvernement fédéral, depuis la fondation de la Compagnie des jeunes Canadiens?

M. l'Orateur: Je crois que cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

L'honorable ministre déclarait hier que la hausse du taux d'intérêt, dans le domaine de la construction d'habitations, aurait pour but d'attirer les investisseurs étrangers au Canada. Le ministre pourrait-il nous dire où les étrangers prennent leurs fonds pour pouvoir les investir au Canada et, d'un autre côté, où le Canada puise ses fonds pour les investir chez les étrangers?

M. l'Orateur: Cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ACCEPTATION PAR LE CANADA DE RESPONSABILITÉS ACCRUES DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais en son absence un de ses